

# Fonds d'investissement climatiques

SREP/SC.IS.2/Inf.3

17 février 2012

---

Réunion intermédiaire du Sous-comité du SREP

Nairobi, Kenya

8 et 9 mars 2012

Point 7 de l'ordre du jour

**Note sur le projet de révision du Plan d'investissement pour le Népal**

## **Révision de la troisième composante du Plan d'investissement du SREP pour le Népal**

1. À la suite du compte rendu des Coprésidents de la réunion du Sous-comité du SREP, qui s'est tenue à Washington le 1<sup>er</sup> novembre 2010, le Gouvernement népalais souhaite réviser la troisième composante du Plan d'investissement. Il a été informé tardivement que la date limite pour présenter le projet de révision était le 30 novembre 2011 ; cette date ne lui a pas été communiquée à l'avance et n'a pas non plus été mentionnée à la réunion du Sous-comité. N'étant pas au courant de ce délai à respecter, le Gouvernement népalais n'a pas pu soumettre le Plan d'investissement révisé dans les temps.

2. Si le Gouvernement népalais a eu du mal à convaincre ses parties prenantes internes de réduire les fonds alloués à la troisième composante au titre du SREP et d'en réaffecter une partie à la deuxième, c'est désormais chose faite, sur la suggestion du Sous-comité du SREP. Compte tenu des gros avantages socioéconomiques et écologiques, les parties prenantes internes sont heureuses de voir que le SREP soutient la promotion du biogaz pour différents usages, en mettant l'accent sur l'inclusion sociale et la commercialisation. Le Plan d'investissement a fait l'objet de deux révisions majeures. Premièrement, il est proposé que sur les 10 millions de dollars alloués à la troisième composante, 2 millions de dollars soient réaffectés à la deuxième. Deuxièmement, la troisième composante elle-même est révisée : d'un programme biogaz essentiellement ménager, elle passe à un Programme biogaz élargi couvrant trois domaines : i) biogaz et gestion des déchets, ii) biogaz commercial et industriel et iii) solutions communautaires et institutionnelles reposant sur le biogaz. Outre le soutien aux investissements réalisés dans ces domaines, les fonds du SREP contribueraient au renforcement des capacités et à l'assistance technique pour mettre au point des modèles opérationnels innovants et atténuer l'écart de viabilité. La mise au point de méthodes novatrices et leur application à plus grande échelle dans ces domaines prioritaires seraient donc financées par les fonds du SREP, tandis que la composante biogaz ménager du Plan d'investissement serait couverte par d'autres sources, dont le financement « carbone ». Le Gouvernement népalais estime que ce projet de révision cadre parfaitement avec l'objectif du SREP. Le résumé des révisions proposées est indiqué ci-après.

### **i) Réaffectation de 2 millions de dollars à la deuxième composante du Plan d'investissement**

3. La deuxième composante du Plan d'investissement s'intitule « Mini et micro-initiatives : électricité hors réseau ». Les installations solaires photovoltaïques et les micro et minicentrales hydroélectriques en sont les deux sous-composantes. Il est proposé de réaffecter la somme de 2 millions de dollars à la seconde (les micro et minicentrales hydroélectriques) pour appuyer les programmes en cours et accroître les allocations existantes à l'appui de crédits, de subventions et d'opérations d'assistance technique dans le cadre de cette sous-composante du plan d'investissement.

### **ii) Affecter 8 millions de dollars au Programme biogaz élargi (pilotage et/ou mise en œuvre)**

#### **a. Biogaz produit à partir de déchets**

La gestion des déchets est devenue une question qui revient régulièrement dans les communes et les zones semi-urbaines et périurbaines, tant pour le secteur public que le secteur privé. La valorisation du biogaz pour produire de la chaleur et de l'électricité injectée dans le réseau s'est généralisée dans les pays développés et à revenu intermédiaire. Cette pratique doit désormais être transposée aux pays à faible revenu comme le Népal. En termes de dimension, ces projets seront plus grands que les installations industrielles et commerciales de biogaz mentionnées au point b. ci-après. Certaines des entités privées et communautés qui participent à la gestion des déchets ont sollicité le soutien du Centre de promotion de l'énergie alternative (AEPC, *Alternative Energy Promotion Centre*) par le passé — mais, en raison du manque de savoir-faire et de compétences

dans ces technologies, ainsi que du manque de ressources pour combler l'écart de viabilité, l'AEPC n'a pas pu mobiliser des partenaires et des institutions financières pour travailler dans ce domaine.

**b. Applications commerciales du biogaz**

La pénurie d'électricité, surtout durant la saison sèche, pénalise de nombreuses entreprises agroindustrielles et commerciales. Celles-ci utilisent des générateurs au diesel pour y faire face. Elles sont contraintes de ralentir leurs activités, voire de les cesser, quand le diesel vient à manquer, ce qui arrive souvent. Sont concernées notamment les usines de transformation de fruits ou d'herbes, les élevages de volaille, les activités laitières et les abattoirs — qui, en d'autres circonstances, prospèrent au Népal. Il existe un potentiel réaliste de production de biogaz à des fins thermiques, voire électriques<sup>1</sup>. Selon la dimension de ces entreprises, l'électricité produite peut être autoconsommée, vendue à des entreprises et ménages des environs ou injectée dans le réseau. Un avantage supplémentaire et recherché d'une installation de biogaz est que les déchets industriels/commerciaux peuvent être gérés sans polluer/exposer l'environnement immédiat. En outre, la boue qu'elle produit peut servir d'engrais et même être commercialisée, à condition que des services de développement d'entreprises soient intégrés à l'utilisation productive du biogaz.

Une brève intervention consistant à apporter une assistance technique pour réaliser une étude de faisabilité, assurer la conception technique et la conception des projets et faire la liaison avec les banques commerciales afin d'obtenir un prêt sera très efficace pour mettre en place un secteur biogaz commercial. Ce type de diversification permet, en outre, à tout le secteur du biogaz du pays d'être plus axé sur le commerce, durable et animé par une dynamique de croissance et d'innovation.

**c. Biogaz : solutions communautaires et institutionnelles**

Le programme de biogaz ménager au Népal a eu des résultats raisonnablement positifs. Il a cependant concerné essentiellement des installations isolées. Cela étant, des programmes communautaires ont été couronnés de succès dans de nombreux pays, en Chine par exemple. Ils permettent de faire profiter des avantages du biogaz (accès à l'énergie et amélioration de l'assainissement) les familles qui ne possèdent pas suffisamment de bétail et de terres pour construire une installation qui assurerait la viabilité d'un système ménager. Une installation de biogaz relativement importante et commune permet à davantage de ménages pauvres d'accéder à l'électricité et à l'assainissement. De telles approches nécessitent une mobilisation importante de la communauté, un domaine où l'AEPC a déjà démontré de solides capacités, surtout en matière de promotion du biogaz et de la micro hydroélectricité. En outre, de tels projets nécessiteraient un soutien pour assurer leur viabilité — surtout dans leur phase initiale —, ce qu'un financement du SREP peut permettre. Des projets communautaires de ce type pourraient en outre être dotés d'une surcapacité pour inclure une finalité productive ou une composante micro-entreprise, soit intégrée, soit liée à d'autres projets de développement d'entreprises. Dans ce cas, l'assistance technique exige aussi une étude détaillée sur la finalité productive du gaz ainsi que de la boue.

De nombreuses institutions privées et publiques (écoles, hôpitaux, casernes de l'armée et de la police, etc.), situées surtout dans les zones rurales, dépendent du bois de chauffage pour répondre à leurs besoins thermiques. Dans le même temps, elles n'ont pas de moyens adéquats pour éliminer les déchets organiques. La mise en place d'installations institutionnelles permet donc de

---

<sup>1</sup> Une étude de l'AEPC sur le potentiel du biogaz dans l'industrie avicole indique que la production d'électricité est estimée à 10 MW. Tous les mois, l'AEPC reçoit au minimum 5 demandes de soutien pour de telles applications commerciales.

réduire sensiblement la consommation de bois de chauffage et aussi de gérer les déchets qui sont produits dans ces institutions.

Les installations communautaires et institutionnelles ne seront pas de dimensions aussi grandes que celles visant des applications commerciales. L'AEPC et d'autres intervenants ont appuyé de manière fragmentée certaines des institutions et communautés qui ont sollicité un appui, mais un soutien accru et mieux planifié pourrait favoriser une réduction substantielle de la consommation de bois de chauffage, une meilleure gestion des déchets et l'inclusion sociale.

4. Conformément aux recommandations du Sous-comité sur l'élaboration d'interventions allant au-delà des activités courantes et ayant un impact transformateur, nous utiliserons les fonds du SREP pour financer des activités productives et des applications commerciales, des programmes pilotes ayant des applications municipales et communautaires/institutionnelles et promouvoir le biogaz ménager dans les zones présentant un taux de pénétration faible ou nul. Nous adopterons une nouvelle approche en ce qui concerne la collaboration avec les ONG, les organisations communautaires et d'autres entités en tirant parti de leurs points forts et en appliquant le concept d'incubation d'entreprises. Un soutien sous forme d'assistance technique, de subvention, de ligne de crédit et de renforcement des capacités sera fourni pour mettre en œuvre cette nouvelle approche.

5. Nous proposons au Sous-comité du SREP d'approuver ce projet de révision. Le budget de 8 millions de dollars sous forme de dons du SREP à l'appui de la troisième composante du Plan d'investissement ne sera pas suffisant pour couvrir toutes les dépenses du programme nécessitées par cette composante, mais en dénoterait l'approbation de principe. Une telle approbation nous permettrait de commencer la préparation des projets relevant de la troisième composante et nous laisserait aussi une marge pour obtenir des fonds supplémentaires du Gouvernement népalais, des donateurs bilatéraux, du financement « carbone » et des communautés, institutions et entreprises ainsi qu'auprès des banques commerciales pour préparer le projet de Programme biogaz élargi. La préparation des projets commencera par la réalisation d'une analyse technique et d'une étude de faisabilité de nos trois composantes relevant du Programme biogaz élargi.

6. Le plan de financement indicatif révisé et l'affectation des fonds du SREP sont présentés respectivement aux tableaux 1 et 2 ci-après.

**Tableau 1 : Plan de financement (en milliers de dollars)**

Investissement	Gvt N	Allocation initiale du SREP	Allocation révisée du SREP	RREP (estimé)	Autres (prévus)	Participations du secteur privé	Total (estimé)	% du total
Petites centrales hydroélectriques		20 000	20 000		58 750	33 750	112 500	21,9
Mini/microcentrales hydroélectriques	20 000	5 000	7 000	60 401	21 265	22 667	131 333	25,5
Systèmes solaires domestiques	18 750	5 000	5 000	56 395	19 855	25 000	125 000	24,3
Biogaz	20 000	10 000	8 000	56 703	19 963	30 667	135 333	26,3
Autres	1 500			6 500		2 000	10 000	21,9
<b>Total</b>	<b>60 250</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>180 000</b>	<b>119 833</b>	<b>114 083</b>	<b>514 167</b>	<b>100</b>

**Tableau 2 : Affectation des fonds du SREP**

	Programme	Financement SREP	Principale BMD
Composante I : Petites centrales hydroélectriques	SHP	10 millions de dollars	IFC
	SHP	10 millions de dollars	BAsD (guichet « secteur privé »)
Composante II : Mini et micro-initiatives : électricité hors réseau	Dispositifs photovoltaïques solaires	5 millions de dollars	BAsD
	Mini/micro-centrales hydroélectriques	7 millions de dollars	BAsD
Composante III : Mini et micro-initiatives : biogaz	Biogaz	8 millions de dollars	Banque mondiale

7. Comme indiqué dans le Plan d'investissement présenté en novembre 2011, les 20 millions de dollars du SREP alloués aux programmes de mini et microcentrales électriques seront décaissés par l'intermédiaire de l'AEPC et utilisés sous forme de don aux fins des subventions et d'assistance technique et sous forme de prêts par le biais d'un fonds renouvelable géré par le CREF. Le montant relatif sous forme de don et de prêt accordé aux utilisateurs finals doit encore être finalisé, mais il correspondra pour l'essentiel aux programmes de mini et microcentrales électriques en cours qui sont menés à bien depuis plus de 10 ans sous la direction de l'AEPC.

8. Le Gouvernement népalais invite donc le Sous-comité à approuver le projet révisé et à nous permettre de poursuivre immédiatement la mise en œuvre du projet.